

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Brochure n° 3616 | Convention collective nationale

IDCC : 7002 | **COOPÉRATIVES AGRICOLES DE CÉRÉALES,
DE MEUNERIE, D'APPROVISIONNEMENT, D'ALIMENTATION DU BÉTAIL
ET D'OLÉAGINEUX**

Avenant n° 136 du 29 novembre 2023

NOR : AGRS2597006M

IDCC : 7002

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Coopération agricole,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération générale agroalimentaire FGA CFTD ;

**Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des
tabacs et des activités annexes FGTA FO ;**

Fédération agroalimentaire CFE-CGC Agro ;

Union nationale des syndicats autonomes agriculture agroalimentaire UNSA 2A,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

S'inscrivant dans le prolongement des dispositions prévues à l'article 4 de l'accord du 1^{er} octobre 2019 portant classification des emplois dans la « V branches », les partenaires sociaux ont décidé de compléter cet article pour y introduire une date limite de mise en œuvre des dispositions de l'accord précité dans les entreprises.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent avenant ne prévoit pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 1^{er} | *Mise en œuvre de la présente classification*

Il est rappelé les éléments suivants :

L'accord du 5 novembre 2019 relatif à la classification des emplois dans la « V Branches » est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

La mise en œuvre de cette classification au niveau de l'entreprise se traduit nécessairement par la négociation d'un accord collectif.

À cet effet, il avait été convenu que la négociation d'entreprise devait s'ouvrir au plus tard :

- dans un délai de 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les entreprises qui avaient conclu un accord de classification depuis le 1^{er} janvier 2018, soit jusqu'au 1^{er} janvier 2024 ;
- dans un délai de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les autres, soit jusqu'au 1^{er} janvier 2023.

Par ailleurs, il était prévu que l'employeur soit tenu de mettre en œuvre ledit accord de façon unilatérale en cas :

- d'absence d'interlocuteur salarié pour négocier un accord de classification ;
- de procès-verbal de désaccord ;
- d'absence de ratification en cas de référendum.

Article 2 | Entrée en vigueur dans les entreprises

La classification telle qu'envisagée par les dispositions de l'accord du 5 novembre 2019 précité devra entrer en vigueur de manière effective au niveau des entreprises coopératives au plus tard le 1^{er} janvier 2026.

Article 3 | Durée de l'avenant

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 4 | Demande d'extension

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 29 novembre 2023.

(Suivent les signatures.)